

La situation économique de la Turquie pendant la guerre d'Indépendance

Jacques Thobie

Lorsqu'à partir de mai 1919 Mustafa Kémal commence à organiser la résistance et donne le coup d'envoi de la guerre d'Indépendance, le pays est loin d'être remis, sur le plan économique, des conséquences de la Grande Guerre¹.

Sauf sur le front du Caucase, et grâce à la brillante victoire de Gallipoli (Dardanelles), l'Anatolie occidentale et centrale n'a pas été trop touchée directement par les combats² ; il en va de même pour la Thrace et la capitale. Les entreprises modernes, contrôlées pour l'essentiel par le capital étranger, n'ont donc pas subi de trop graves destructions, et les besoins de la guerre elle-même ont engendré quelques ponctuelles réalisations, comme par exemple, avec l'aide de la technique allemande, le difficile franchissement du Taurus par la ligne du Bagdad en 1917.

Néanmoins, au moment de l'armistice de Moudros, les entreprises industrielles et commerciales modernes sont à bout de course: les chemins de fer et les transports urbains, les services municipaux des grandes villes (Eaux, Gaz, Electricité), les ports (notamment d'Istanbul et d'Izmir), ont fonctionné sans interruption pendant quatre ans, sans toujours disposer de personnels compétents, et sans espoir de pouvoir remplacer les matériels en place ; plus grave encore, l'Administration des Phares (société française) a subi la destruction de nombreux phares et feux. Seules les banques, et notamment la Banque impériale ottomane (banque de l'Etat) tirent leur épingle du jeu. A leur retour, les anciens concessionnaires désirent revenir comme avant, au beau temps des capitulations : alors que le personnel de ces sociétés a été très turquifié

pendant la guerre, des minoritaires grecs, juifs et arméniens sont embauchés ou réembauchés. La situation de l'économie agricole est moins mauvaise, dans la mesure où l'agriculture ottomane est fort peu mécanisée : nombre de bras manquants vont revenir à la suite de la démobilisation³.

Du côté des entrepreneurs et industriels alliés, la politique menée sera, en fonction des possibilités, de conservation de l'acquis et de tentatives de récupération des intérêts allemands ; du côté ottoman, il convient de donner aux sociétés étrangères, dont l'activité est primordiale, les moyens de fonctionner dans le strict respect des contrats signés, avec une parfaite incertitude sur l'évolution future de la situation politique et économique.

La remise à niveau de l'économie, objectif conjugué du gouvernement ottoman et des autorités d'occupation, passe, pour de nombreuses firmes, par l'augmentation des tarifs, rendue nécessaire par l'approfondissement de l'inflation. La plupart des entreprises obtinrent cette autorisation des hauts-commissaires (anglais, français et italien) dans les premières semaines de 1919, la mauvaise volonté du haut-commissaire britannique entraînant quelques retards pour des sociétés à capitaux français, le summum étant avec l'Administration des Phares⁴, qui n'obtiendra de Londres le triplement des droits de phares qu'en mars 1921⁵.

Istanbul a toujours été le grand centre distributeur du bassin de la Mer Noire, d'où partent les routes commerciales pénétrant vers le Nord, l'Est et le Sud. Pendant la guerre, la fermeture des Détroits épuisa les stocks des

pays tributaires d'Istanbul et d'Istanbul elle-même. La guerre terminée, d'importants stocks y furent alors accumulés, en vue de leur réexportation vers la Russie, le Caucase, la Roumanie, la Bulgarie et l'Asie mineure. De fait, la deuxième moitié de 1919 et les premiers mois de 1920, virent le développement d'une intense activité commerciale⁶. Mais au bout de quelques mois, le mouvement fut enrayé : les pays destinataires se trouvèrent coupés ou bien leur change se déprécia, et une à une les portes se fermèrent. Les envois en Roumanie et en Bulgarie furent de plus en plus ralentis par la tendance de ces pays à établir des relations directes avec les centres commerciaux de l'Occident. Les transactions avec les ports de la Russie méridionale, réoccupés par les armées bolcheviques, devinrent plus aléatoires. Enfin, les marchés de Thrace et d'Anatolie cessèrent d'être accessibles⁷.

En effet, Mustafa Kemal débarque à Samsoun (Samsun) le 19 mai 1919, quatre jours après le débarquement à Smyrne (Izmir) des premiers contingents du corps expéditionnaire grec. Le déploiement de l'armée hellène, la mise sur pied et le renforcement progressif de l'armée kémaliste vont entraîner la formation d'un front qui rendra de plus en plus problématiques les relations avec la capitale ottomane; le paraphe du traité de Sèvres, en août 1920, contribuera à l'approfondissement de la rupture, tant politique qu'économique.

L'interruption des communications avec l'Anatolie prive Istanbul d'un marché très important, tant pour les importations que pour les exportations. En conséquence, la capitale doit importer de l'étranger dans une bien plus grande mesure, des articles de première nécessité et d'alimentation (farines, céréales et bétail), qu'il est désormais impossible d'obtenir des centres fournisseurs traditionnels d'Istanbul; l'occupation militaire hellénique entrave même les échanges avec les localités très proches de la Marmara. Les réquisitions absorbent une part importante des récoltes, et les difficultés de tous ordres, en matière de transport notamment, rendent à peu près impossible l'acheminement des produits vers

la capitale ou leur exportation à l'étranger⁸. Toutes ces difficultés économiques ont des répercussions monétaires et financières : les cours du change sont sujets à de violentes fluctuations, et le Trésor ottoman, privé des recettes fiscales de l'Anatolie, demeure dans les plus grandes difficultés pour supporter ses charges même les plus urgentes ; les recettes de l'Administration de la Dette publique ottomane sont également affectées par la rupture avec l'Anatolie⁹.

Pendant près de trois ans, deux entités économique-militaires vont se partager inégalement l'Anatolie. Les Grecs s'appuient notamment sur le riche arrière-pays agricole de Smyrne et essaient au maximum de vivre sur le terrain, grâce à de massives réquisitions; pour le complément, leur liaison avec Athènes est complètement assurée.

Du côté turc, la mise sur pied d'une armée performante pose à Mustafa Kemal et à ses amis de complexes problèmes. En ce qui concerne l'alimentation et l'habillement des troupes, la situation ne cessera de s'améliorer. D'abord, les kémalistes vont progressivement élargir la base territoriale disponible à partir du centre nerveux d'Ankara. Outre les régions du centre et du nord-est de l'Anatolie, dès 1920, ils peuvent s'appuyer sur deux régions agricoles de grande qualité, le vilayet de Konya et celui d'Adana : ce sont les deux seuls districts qui ont esquissé une modernisation de leur agriculture avec la présence du plus grand nombre de charrues et de moissonneuses¹⁰. La riche Tchoucour-Ova (céréales diverses, tabac, coton, fruits, bétail ...) sera entièrement disponible après le retrait des troupes françaises en octobre 1921 ; il en sera de même peu après de la région d'Antalya.

Ainsi, même s'il faut compter sur une sérieuse baisse de la production par rapport à 1914¹¹, due au double choc de la Grande Guerre et de la guerre de Libération, les richesses disponibles existent, mais toute la question politico-sociale tient dans leur mise en œuvre. Si les petits et moyens producteurs, dans l'ensemble, collaborent très tôt avec les kémalistes, il n'en va pas de même avec certains notables-propriétaires tournés vers l'exportation agro-alimentaire. Toutefois,

l'évolution va aller dans le sens des ralliements : des notables qui ont fait main-basse sur des affaires arméniennes rejoignent le kémalisme comme garantie, d'autres craignant la concurrence des Grecs vont progressivement apporter leur soutien à Mustafa Kemal¹². Dans l'ensemble, il n'y aura donc pas de problèmes majeurs pour le ravitaillement et l'entretien des troupes mais cette armée, très peu mécanisée, souffrira d'un manque de bêtes de somme¹³ et la question des transports restera jusqu'à la fin un souci important pour l'Etat-Major.

Reste la question de la formation et de l'armement des troupes, qui posent aux kémalistes de redoutables problèmes financiers. Les forces nationales sont appelées à Ankara pour y être entraînées, disciplinées et armées, une nouvelle école pour la formation des officiers est créée. Les relations avec les bolcheviques, excellentes dès le début, sont accompagnées d'envoi de matériels militaires russes en petites quantités. Après le traité de Moscou de mars 1921, « armes et munitions russes traversent la Mer Noire en quantités croissantes »¹⁴. L'association Karakol d'Istanbul ayant été dissoute par les Alliés, Mustafa Kemal en crée une autre, regroupant fonctionnaires et officiers, l'Organisation de la Défense Nationale (*Müdafaa-i Miliye Teskilâti*): ses membres commencent à envoyer des armes et de l'équipement. Après l'accord Franklin-Bouillon du 20 octobre 1921, les forces françaises laissèrent aux kémalistes des armes et des équipements radio.

Au début, l'argent manque terriblement. Jusqu'à l'été 1921, même si la moitié du budget de la GAN est consacrée à la défense, l'argent fait souvent défaut, les soldes des militaires et les salaires des fonctionnaires restant impayés pendant plusieurs mois. L'envoi d'or par Lénine au printemps 1921, va contribuer à améliorer la situation et permettre l'achat de nouvelles armes. On sait peu de choses sur les rentrées fiscales d'Anatolie qui vont également grossir avec le temps, Mustafa Kemal soignant particulièrement ses relations avec les agences restées ouvertes de la BIO. Le gouvernement kémaliste veille à ce que les mouvements d'argent se fassent dans les règles

et le respect des contrats, autant que faire se peut. Il en va de même avec les ponctions faites sur les revenus de l'Administration de la Dette, même si les intentions futures de Mustafa Kemal sont clairement annoncées. Le gouvernement d'Ankara reçut également des dons de l'étranger, ceux venus de l'Inde paraissant importants¹⁵, bien qu'il soit impossible d'avancer un chiffre.

On comprend, dans ces conditions, que les réquisitions ont été à la base de la mise en puissance de l'armée, en faisant à la fois appel au sentiment patriotique et national, et aussi par des éléments de coercition. Ainsi, au début, autour de la région de Smyrne, des petits fronts ponctuels se sont mis en place, dont le ravitaillement était absolument et directement assuré par la population de ces zones ; Ankara envoyait, dans la mesure du possible, des officiers et des troupes¹⁶. Peu à peu, le dispositif prit une allure plus normale et efficace, avec la mise en place d'un Etat-Major et d'un commandement unifié. Cette évolution alla de pair avec la constitution d'un véritable front, et des besoins décuplés.

Le 5 août 1921, alors que se prépare un affrontement ressenti comme décisif¹⁷, la Grande Assemblée Nationale, après de sévères discussions, accorde à Mustafa Kemal les pleins pouvoirs, avec le commandement en chef. Celui-ci va alors prendre immédiatement dix mesures de réquisition. « Je crois devoir faire cet exposé, insiste le Ghazi en 1927, pour vous donner une idée de combien de menus détails il faut s'occuper, si l'on veut gagner une guerre ». Je vais reproduire *in extenso* ces décisions, car elles illustrent parfaitement, au moins sur le plan qualitatif, le niveau de développement de l'économie anatolienne.

« - Je constituai dans chaque district une «commission nationale de réquisitions». Je réglai le mode de distribution, aux diverses sections de l'armée, du produit de l'activité de ces commissions ;

- chaque foyer dans le pays avait l'obligation de préparer un trousseau se composant d'un assortiment de linge, d'une paire de chaussette et d'une paire de chaussons pour les livrer aux Commissions;

- je procédai au prélèvement, à charge d'indemnisation ultérieure, de 40% des marchandises en stock, mentionnées ci-après, et se trouvant entre les mains des commerçants ou de la population : toile pour linge, toile américaine, baptiste, coton, laine et mohairs bruts ou préparés, tous genres de tissus propres à la fabrication de costumes pour hommes pour hiver et été, grosse toile, cuir de veau, vaquette, cuir pour semelles, cuir jaune et noir, maroquin, chaussons façonnés et non façonnés, souliers, clous de fer pour souliers, clous en fil de laiton, fil servant à l'usage des cordeliers et des selliers, métal pour fers à cheval, fers à cheval, clous, musette, licous, couvertures pour chevaux, sangles, étrilles, bâts, gants de serge pour chevaux, cordes ;
- 40% des stocks ci-après étaient également prélevés aux mêmes conditions : blé, paille, farine, orge, haricots, gruau, pois chiches, lentilles, bétail de boucherie, sucre, pétrole, riz, savon, beurre, sel, huile, thé, bougies ;
- j'imposai à la population la charge d'exécuter gratuitement, une fois par mois, des transports militaires avec les moyens dont elle disposait encore, en dehors de ceux réquisitionnés pour les besoins de l'armée¹⁸ ;
- je fis mettre la main sur tous les biens abandonnés pouvant servir à l'habillement et au ravitaillement de l'armée ;
- j'exigeai la livraison dans l'espace de trois jours, de toutes les armes et munitions propres à un usage militaire et se trouvant entre les mains de la population ;
- je réquisitionnai 40% des stocks de benzine, graisse, huile de vacuum, suif, huile de graissage pour machine, montres et semelles, vaseline, pneus d'automobile et de camion, dissolutions, bougies, colle forte à froid, colle forte française, appareils de téléphones, câbles, piles électriques, fils isolateurs et autres articles similaires, acide sulfurique ;
- je fis dresser la liste de toutes les forges, menuiseries, fonderies, selleries, harnacheries, charronneries et ateliers de caboteurs, avec les noms des artisans et la

capacité de production de chaque atelier¹⁹. Je fis noter les noms des artisans capables de fabriquer des épées, des sabres, des lances, des baïonnettes et des selles.

- Je fis également mettre la main sur 20% des voitures à ressort à quatre roues, des attelages à bœufs et à chevaux avec chariots à quatre roues, des « Khagnis » (chariots à deux roues) y compris leur harnachement, de même que 20% des bêtes de trait, de selle ou les bêtes servant à l'attelage des canons ; des bêtes de somme, des chameaux et des ânes.

Messieurs, je fis partir dans les zones de Castamonu, Samsun, Konya et Eskisehir respectivement, les Tribunaux d'Indépendance, que j'avais fait instituer pour assurer l'exécution de mes ordres et de mes communications »²⁰.

C'était bien sûr une gageure de vouloir traiter d'une économie de guerre sur laquelle nous ne disposons d'aucune recherche spécifique, et avec quelques sources peu adaptées au sujet. Ces quelques lignes permettront cependant d'apercevoir l'ampleur des efforts, des sacrifices, qui ont été demandés aux acteurs économiques à tous les niveaux, après quatre années d'une guerre mondiale épuisante pour les populations et les structures économiques et, qui plus est, une guerre perdue. Il est vrai que l'enjeu était décisif : sauver la nation turque et lui donner les bases d'un futur développement. L'objectif proposé par le Pacte National était certes de nature à inciter au courage et à la persévérance mais, surtout dans les débuts, l'affaire n'allait pas de soi. Il a fallu aussi toute la persuasion, l'autorité, la compétence d'un grand stratège, Mustafa Kemal, qui a su réunir autour de lui les forces humaines nécessaires. Il est intéressant de noter que, dès les débuts de la guerre d'Indépendance, le débat est engagé sur l'alternative : économie libérale et étatsisme. La République turque ouvre son histoire dans une situation économique particulièrement désastreuse²¹, mais l'heure des décisions et des réalisations va venir, et c'est là une histoire que nous connaissons beaucoup mieux.

NOTES :

¹ Cette communication inédite a été prononcée au Symposium de Bad Kreuznach le 1er décembre 2001.

² Sauf certaines installations côtières, comme par exemple la jetée, les dépôts et les réservoirs de la Société des Mines de Balıa-Karaïdin à Akçay ;

³ Il faut naturellement tenir compte des pertes en vies humaines qui ont été considérables. La population de la Turquie dans ses frontières de Lausanne était estimée en 1914 à 16,3 millions d'habitants et le recensement de 1923 en dénombre 13,6 millions ; en 1920, la population peut être estimée à 11 millions. Voir Yahya TEZEL, *Cumhuriyet Döneminin İktisadi Tarihi 1923-1950*, Ankara, 1982. L'auteur déplore qu'il n'y ait encore aucune étude économique valable pur la période de la guerre d'Indépendance.

⁴ Depuis sa création en 1860, la Société Collas et Michel, concessionnaire de l'Administration des Phares de l'Empire ottoman, est en butte aux contestations et à l'hostilité des Anglais, mécontents de fournir la grande majorité des droits de phares pour le plus gros profit d'une société française ; les revenus sont, il est vrai, fort juteux.

⁵ A ce moment, le concessionnaire P de Vauréal demande le quintuplement des droits. Archives du ministère des Affaires étrangères à Paris, Levant, Turquie, 438 ; notamment Phares à MAE, le 13.3.1921. Voir Jacques THOBIE, *L'Administration générale des Phares de l'Empire ottoman et la Société Collas et Michel 1860-1960*, L'Harmattan, Paris, 2004, 300 pages.

⁶ Ce n'est pas le cas du secteur minier, à Héraclée (Eregli) pour le charbon et à Balıa-Karaïdin (Balıya) pour le plomb argentifère, qui ne pourra vraiment redémarrer qu'à partir de 1924.

⁷ Archives de la Banque impériale ottomane (ABIO). Rapport à l'A.G. du 26 juillet 1922, pp. 10-11.

⁸ Id. Rapport de l'A.G. du 3 novembre 1921. « En dehors des difficultés découlant directement de la situation spéciale du Proche-Orient, le marché commercial a subi également le malaise économique général né de la baisse rapide et, dans certains cas continue, des prix de gros, à partir du second semestre de 1920 » (p.10).

⁹ Néanmoins, le président de la BIO est optimiste : « En dépit de la situation troublée et des événements défavorables, l'activité de la banque a été très grande ; grâce à son prestige, à ses relations, à ses fortes attaches en Orient et ailleurs, notre établissement a pu, dans l'ensemble, développer ses activités bancaires. Les grands centres de Constantinople et de Smyrne ont particulièrement travaillé ; en Anatolie, les opérations ont naturellement été réduites et quelques agences ont dû être fermées temporairement...L'activité de nos succursales de Grèce, Syrie, Palestine, Chypre et Egypte, a été satisfaisante et il y a eu un fort mouvement d'affaires en Mésopotamie ». Id. p. 12.

¹⁰ Charles ISSAWI, *The Economic History of the Middle East 1800-1914*, TUCP Chicago and London, 1968, pp. 66-70.

¹¹ Entre 30 à 40% selon les secteurs.

¹² Voir à ce sujet Dogan AVCIOGLU, *op. cit.*

¹³ « La guerre a tellement raréfié les moyens de transport par bêtes de somme que leur usage est devenu prohibitif par les dépenses qu'il entraîne ». A.G. de la Société anonyme ottomane des Mines de Balıa-Karaïdin du 4 mars 1920. Rapport au C.A., p. 7.

¹⁴ S.J. SHAW & E.K. SHAW, *History of the Ottoman Empire and Modern Turkey*, vol. II, *Reform, Revolution and Republic 1808-1975*, CUP, 1977, p. 355.

¹⁵ Voir Yahya TEZEL, *op. cit.*

¹⁶ *Discours du Ghazi Moustafa Kemal*, président de la République turque, d'octobre 1927 ; traduction française, K.F. Koehler Verlag, Leipzig, 1929, p. 364.

¹⁷ Il s'agit de la bataille de la Sakarya, qui dura du 23 août au 13 septembre 1921 : Ankara était définitivement dégagée, mais la victoire ne put pas être exploitée.

¹⁸ On gratte vraiment les fonds de tiroir.

¹⁹ Si ces listes ont été conservées dans les archives, il y a là une précieuse source sur l'état socio-économique des régions concernées.

²⁰ *Discours du Ghazi Moustafa Kemal*, *op. cit.*, pp. 487-488.

²¹ Selon Yahya TEZEL, *op. cit.*, l'ensemble des morts et des disparus dans la grande Guerre et la Guerre d'Indépendance, pour l'espace de la Turquie de Lausanne, s'élève à 1,8 millions de personnes, soit plus de 13% du total.